

Sécuriser la ville

Sous la direction scientifique de Philippe LIBERATORE

Directeur de la sécurité et du domaine public

Formateur CNFPT

TOME 1

territorial éditions

CS 70215 - 38501 Voiron Cedex - Tél. : 04 76 65 71 36 - <https://boutique.territorial.fr>

Copyright Territorial Éditions - Reproduction interdite - Juin 2026

Réf. CL 09

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.

Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :
nathalie.marion@territorial.fr.

 DANGER LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE	Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. CFC 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70
--	---



Sommaire

Préambule

Partie 1. Cadre légal et réglementaire

TOME 1

I • Les textes d'encadrement des pratiques actuelles

A - La loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité

1. La vidéosurveillance
2. Les études préalables de sécurité publique
3. Accès aux parties communes des immeubles d'habitation
4. Surveillance et gardiennage des immeubles
5. Le contrat local de sécurité (CLS)

B - La loi relative à la sécurité quotidienne (LSQ)

C - La loi relative à la sécurité intérieure (LSI)

D - Le point de vue de l'auteur : l'insécurité comme enjeu

E - Loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers

F - Prévention de la délinquance : notions et concepts

1. De la difficulté d'une définition « universelle »...
2. Aux tentatives d'éclaircissements doctrinaux
3. Le modèle préventif français aujourd'hui
4. Une nouvelle stratégie pour redynamiser la politique de prévention de la délinquance

G - La doctrine de la prévention de la délinquance en France

1. Rappel historique : la construction d'un modèle de prévention de la délinquance en France
2. Du modèle à la loi consacrée à la prévention de la délinquance
3. La prévention de la délinquance et l'ère des bonnes pratiques

H - Les outils de la prévention de la délinquance

1. Des structures partenariales opérationnelles
2. Des acteurs locaux identifiés et légitimés ?
3. Une prévention de la délinquance fixée de plus en plus en amont
4. Des fonds dédiés au financement des actions
5. Vers la naissance en France du « benchmarking »

H' - La prévention de la radicalisation

1. Contexte et enjeux
2. Notion et définitions du phénomène de radicalisation
3. La prévention de la radicalisation en France
4. Le financement des actions
5. Les outils de la prévention de la radicalisation

Le point I a été supprimé.

J - L'intercommunalité : une nouvelle perspective de stratégie pour la prévention de la délinquance

1. L'approche intercommunale des questions de sécurité
2. Les enjeux de l'intercommunalité en matière de prévention de la délinquance

Bibliographie

II • Les pouvoirs de police et l'implication du maire : un levier essentiel de la sécurité locale

Préambule

A - La politique de sécurité du maire

- 1. La police administrative*
- 2. La police judiciaire*
- 3. L'ordre public*

B - Les acteurs de la sécurité dans la commune aux côtés du maire

- 1. L'équipe municipale (l'adjoint en charge de la sécurité)*
- 2. Les policiers municipaux*
- 3. Les gardes champêtres*
- 4. Les agents de surveillance de la voie publique*
- 5. Le coordinateur du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CL(I)SPD)*
- 6. Les éducateurs de rue (la prévention spécialisée)*
- 7. La gendarmerie nationale*
- 8. La police nationale*
- 9. Le préfet*

C - Le maire et la prévention de la délinquance

- 1. Les dispositifs obligatoires*
- 2. Les dispositifs facultatifs issus de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance*

D - Les rapports entre le maire et la justice

- 1. Le maire et le procureur de la République*
- 2. La justice de proximité*

E - La lutte contre le narcotrafic

F - Les épiceries de nuit : contexte et réglementation

- 1. Le maire et la réglementation sur la vente d'alcool dans une épicerie de nuit*
- 2. Plans d'action des maires*
- 3. Une législation en cours de réflexion*

G - La sécurisation des manifestations

- 1. Le cadre légal et réglementaire relatif à la sécurisation d'une manifestation*
- 2. Deux exemples de sécurisation de « grands rassemblements »*
- 3. Proposition d'une « check-list » en vue de l'organisation d'une manifestation*

H - Les ouvertures intempestives des points d'eau incendie (PEI) sur les voies et espaces publics

- 1. Définition et origines de la dénomination PEI*
- 2. Le « street-pooling » : une pratique interdite*
- 3. Pouvoir d'actions de police spéciale du maire*
- 4. Les responsabilités de la commune et du maire dans la prévention des incendies*
- 5. Réglementation : installation et entretien des bouches et poteaux d'incendie*
- 6. Moyen d'action du maire : rédaction d'un arrêté municipal (modèle)*
- 7. Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie : obligations et responsabilités des communes ou intercommunalités*

Annexe I : Schéma synoptique – Organisation d'une manifestation

Annexe II : Arrêté pris dans le cadre de l'organisation d'une manifestation (régulation du stationnement et de la circulation)

Annexe III : Arrêté de police portant réglementation d'une interdiction de vente de boissons alcoolisées à emporter entre 22 heures et 6 heures du 15 mai 2026 au 15 octobre 2026

Annexe IV : Glossaire

III • Un plan communal/intercommunal de sauvegarde pour renforcer la résilience face aux situations de crise : les risques cyber

Généralités

A - Le risque numérique

B - Comprendre la cybercriminalité

- 1. Les infractions spécifiques aux technologies de l'information et de la communication (TIC)*
- 2. Les infractions cyberfacilitées*
- 3. Des pistes pour la protection des structures*

C - Cybersécurité : synthèse des démarches

D - Mise en place d'un plan de crise « Exercice »

- 1. Au sein d'une collectivité : perturbation des systèmes d'information*
- 2. Spécificités des crises : atteinte à la sécurité numérique*
- 3. Les fondamentaux de la gestion de crise numérique*

E - Retour d'expérience : la planification de continuité d'activité

- 1. Mettre en place un plan de sauvegarde*
- 2. Différentes étapes lors de la gestion de crise*

Annexe I : Cyberattaque - Conduire le RETourd'Expérience

Annexe II : Le protocole RETEX

Annexe III : Fiche événement

Annexe IV : Modèle de décision administrative sur le risque cyber

IV • Les obligations de prévention des risques de salubrité et de santé publique

A - La salubrité publique

- 1. Les vaccinations*
- 2. Les maladies contagieuses et les épidémies*
- 3. Cimetières*
- 4. Surveillance de l'eau potable et des eaux de baignade*
- 5. La salubrité des voies publiques et privées*
- 6. Élimination des déchets*
- 7. L'habitat insalubre*
- 8. Le saturnisme infantile*
- 9. Les immeubles menaçant ruine*
- 10. Les denrées alimentaires*
- 11. Les foires et marchés*

B - La protection contre les animaux

- 1. Chiens dangereux*
- 2. La destruction des animaux nuisibles et parasites*
- 3. Chiens de protection de troupeaux dits « patous »*

C - La santé publique

1. Les nuisances sonores
2. La surveillance de la qualité de l'air
3. L'amiante
4. La légionellose
5. Les débits de boissons
6. La protection contre les personnes atteintes de troubles mentaux

D - Drogues illicites : la réduction des risques et des dommages en matière de santé publique

1. L'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT)
2. Mieux comprendre les effets et les dangers des drogues les plus consommées

Annexe I : Prévention des risques de salubrité et de santé publique : références réglementaires

Annexe II : Rétention de sûreté et déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

Annexe III : À propos de la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

Annexe IV : Les chiens de protection de troupeaux, « Les bons gestes à adopter en présence de chiens de protection de troupeaux (patous) »

Annexe V : Modèle d'arrêté municipal de mise en demeure : demande d'évaluation comportementale

Annexe VI : Modèle d'arrêté municipal de mise en demeure : animal susceptible de présenter un danger

Annexe VII : Modèle d'arrêté municipal ordonnant le placement du chien dans un lieu de dépôt (non-exécution des mesures prescrites/danger grave ou imminent)

Annexe VIII : Modèle d'arrêté relatif aux mesures d'éloignement et de surveillance des chiens de protection de troupeaux de l'exploitation agricole

Annexe IX : Déclaration de morsure

Le chapitre V a été supprimé.

Le chapitre VI a été supprimé.

Partie 2. L'évolution de la criminalité, des victimes et des criminels

I • Évolution de la criminalité connue

A - Limites méthodologiques

B - Une criminalité générale en hausse depuis cinquante ans

C - Une criminalité contre les personnes qui explose depuis dix ans

D - Des atteintes aux institutions qui s'aggravent

E - Les violences urbaines de 2023

Préambule

1. La définition et la mesure des violences urbaines
2. Les violences urbaines de 2023 : facteurs explicatifs, sociologie des auteurs et particularités par rapport aux émeutes de 2005
3. La réponse des pouvoirs publics vis-à-vis des violences urbaines en 2023
4. Addendum de la mise à jour relative aux violences urbaines de l'été 2023

F - Des criminels plus jeunes, plus violents et plus récidivistes

G - Publication de la loi du 10 mars 2010 tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle

Annexe I : L'échelle de Bui Trong

Annexe II : La carte des communes touchées par les violences urbaines de 2023

II • L'enquête de victimation, outil de mesure de la délinquance à travers le témoignage des victimes

Préambule

A - Cadre général de l'enquête de victimation

1. *La genèse des enquêtes de victimation en France*
2. *Objectifs visés à travers l'enquête de victimation*
3. *Apports et limites d'une enquête de victimation*

B - L'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France

1. *Les caractéristiques de l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France*
2. *Présentation de quelques résultats issus de l'enquête diffusée en 2023*

III • Mieux connaître les jeunes auteurs

A - Les enquêtes de délinquance autodéclarée

1. *Quels sont les résultats obtenus grâce à ce nouvel outil d'appréciation de la délinquance ?*
2. *Rationalité économique de la délinquance des jeunes ?*

B - Probabilité de la sanction pénale

C - Quelles solutions ?

IV • Un champ de connaissances qui reste à explorer

Se donner les moyens d'avoir de vrais experts

Annexe I : Délinquance des mineurs : chiffres du ministère de la Justice

Partie 3. Sentiment d'insécurité et communication

I • Les facettes du problème de l'insécurité

A - La peur dans sa diversité

1. *La peur comme conscience d'un danger et la peur comme maladie*
2. *La peur psychologique et la peur comportementale*
3. *De soi à la société*
4. *Peur réactive et peur anticipative*

B - La peur du crime

1. *La genèse*
2. *Trois composantes pour une notion*
3. *Plusieurs écoles*

C - De la peur du crime au sentiment d'insécurité

1. *Lien avec la victimation indirecte*
2. *Un enjeu politique*
3. *Les femmes et les personnes âgées : le paradoxe*
4. *Le rapport de la Fondation Roi Baudouin*
5. *Enquête « Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France »*

D - Les incivilités : un phénomène grandissant

1. L'origine du concept
2. La théorie de la vitre brisée
3. L'importance du cadre de vie
4. Désordre au quotidien
5. Signes extérieurs de... sécurité

E - Un sentiment nuisible

1. Des comportements imprévisibles
2. Les stratégies de défense immédiates
3. Délitement de la vie en communauté
4. Mondialisation des maux
5. L'insécurité sociale

F - Impact des médias sur le sentiment d'insécurité

1. La perception du public
2. L'effet de loupe
3. Entre banalisation et sensibilisation
4. La prégnance de la télévision
5. L'élection présidentielle de 2002

G - Les moyens d'action sur le sentiment d'insécurité

1. Informations utiles sur le sentiment d'insécurité
2. La communication politique locale
3. Cas concret : des outils pour informer

II • La communication de proximité, condition d'écoute

A - Historique récent du thème sécuritaire au sein des communications institutionnelles

1. Négation
2. Minoration
3. Évitement
4. Autoflagellation ou reconnaissance
5. Les enseignements

B - Les effets pervers de la communication sur le thème de l'insécurité

C - Mesurer les réalités

1. Le réel connu
2. Le réel vécu
3. Méthodologies d'analyse du sentiment d'insécurité
4. Les enquêtes

D - Quelques clés pour une communication de proximité efficace

1. Tracer la cartographie de la population par cercles concentriques
2. Élaborer un message de service public
3. Spécialiser les émetteurs et les récepteurs
4. Maîtriser le temps
5. Évaluer en permanence les retours d'informations
6. Le terrain, une mine d'informations

E - Les collectivités et la presse

1. Une relation de confiance
2. Fiabilité des informations
3. Pas d'improvisation
4. Cas concret : le plan de communication de Liège

III • La gestion de crise

A - Des difficultés à attendre

1. Une entrée en crise éprouvante
2. Un retour au passé
3. Des individus vulnérables
4. Des petits groupes : entre deux pathologies
5. Des organisations en limite de rupture
6. L'expertise et les experts : problèmes en plus
7. Les médias : le piège infernal
8. Les victimes : le responsable déstabilisé
9. Le tourbillon des acteurs

B - Le désarroi probable du décideur

1. Des processus de décision très affectés
2. Un système qui ne répond plus

C - Communiquer : les grands principes

1. L'anticipation
2. L'entraînement
3. Les questions à se poser
4. La transparence
5. La concertation
6. Les outils
7. La gestion de l'urgence

D - Conduire la crise

1. Bâtir le scénario
2. La cellule de crise
3. Savoir communiquer sur le plan local (à l'échelle d'une collectivité)
4. Savoir communiquer et s'organiser dans une situation de crise (exemple)
5. Communiquer dans une situation de violences urbaines

Fiche pratique : Synthèse sur la gestion de crise

Partie 4. Collaboration institutionnelle et coproduction de sécurité

TOME 2

I • Le partage d'informations dans le domaine de la prévention de la délinquance depuis les nouvelles réglementations européennes de protection des données et la directive « Police-Justice »

Introduction

A - Du partenariat à la coordination en matière de prévention de la délinquance

1. Le partenariat : un enjeu primordial cependant laborieux à mettre en place
2. La coordination en matière de prévention de la délinquance, le meilleur atout pour un partenariat efficient et le respect des règles de confidentialité

B - L'échange d'information : un outil fondamental de la politique partenariale de la prévention de la délinquance

1. L'échange d'informations dans le champ de la prévention de la délinquance
2. Les modalités d'échange d'informations dans le champ de la prévention de la délinquance

C - Les chartes de confidentialité, outils indispensables à la mise en œuvre de la politique partenariale de prévention de la délinquance

1. La charte déontologique en matière de prévention de la délinquance

2. La charte de confidentialité en matière de radicalisation

Bibliographie

Annexe I : Charte déontologique type de 2010

Annexe II : Charte déontologique type de 2014

Annexe III : Délibération CNIL n° 2014-262 du 26 juin 2014 portant autorisation unique concernant les traitements automatisés de données relatifs aux personnes faisant l'objet d'un suivi par le maire dans le cadre de ses missions de prévention de la délinquance

Annexe IV : Circulaire du 13 novembre 2018 renforçant les échanges entre les préfets et les maires en matière de radicalisation

II • L'analyse de la criminalité locale, garantie de solutions adaptées

A - Introduction

B - Historique

C - Quel cadre théorique à l'analyse territoriale locale ?

1. Activités de routine
2. Le choix rationnel
3. Le modèle de géographie criminelle

D - Quels découpages employer ?

E - Quel cadre à l'analyse locale ?

F - Les informations nécessaires à l'analyse locale civile

1. Données policières
2. Les autres sources

G - La fonction analytique dans l'organisation

1. Le rang de la fonction dans l'organisation
2. Guide du positionnement

H - Le point de vue de l'auteur

II bis • Le métier de garde champêtre : disparition ou renouveau ?

Préambule

A - Cadre d'emploi, modalités de recrutement, nomination et missions du garde champêtre

1. Statut du garde champêtre
2. Les missions des gardes champêtres

B - Présentation de deux expériences territorialisées d'actions de gardes champêtres

1. L'action d'un service de garde champêtre en milieu rural : l'exemple de l'établissement public de coopération intercommunale de Caux Seine agglo
2. L'action d'un garde champêtre en milieu urbain : l'exemple de la commune de Rueil-Malmaison

III • Partenariat avec la police nationale

A - Présentation

1. Les services impliqués dans les partenariats locaux
2. Historique des partenariats locaux avec la police nationale

B - Les données de la police nationale disponibles pour les partenariats

1. Les textes
2. Les conditions et les garanties générales

C - Qu'attendre du partenariat avec la police nationale ?

D - Les champs d'application des partenariats

E - Déontologie et méthode de partenariat

1. Les sources du partenariat en France : sa légitimité
2. Les principes étant posés, comment se décline ce partenariat ?

F - Condition première de la réussite du partenariat : évaluer les actions

IV • Partenariat avec la justice

A - Justice et action sociale

B - Justice et politique de la ville

C - Justice et sécurité

D - La justice dans les dispositifs territoriaux de prévention

1. Les dispositifs généraux
2. Les dispositifs spécifiques aux mineurs
3. Un Code de la justice pénale des mineurs (version 2009)
4. Refonte de l'ordonnance de 1945 : un Code de la justice pénale des mineurs voit le jour le 30 septembre 2021

E - Le point de vue de l'auteur

F - La circulaire du 6 février 2008 relative au rôle de l'institution judiciaire en matière de prévention de la délinquance

1. Le rôle des principaux acteurs et leur articulation
2. Le cadre rénové du partenariat

G - L'impact de la justice de proximité à l'échelle d'un territoire

1. Le renforcement de la justice de proximité à travers une rénovation des outils de la justice
2. Une cohérence avec les outils de prévention de la délinquance mis à disposition du maire

V • Partenariat commune/département : services de prévention spécialisée

A - Présentation générale

1. Que sont les services de prévention spécialisée en France ?
2. Quels interlocuteurs sont impliqués dans les partenariats locaux ?
3. Historique des partenariats locaux avec les services de prévention
4. Les dernières évolutions du cadre légal
5. Les éléments transmissibles par les services de prévention spécialisée pouvant participer à la production de sécurité

B - Des pistes de réflexion pour accroître l'efficacité des partenariats

1. Une conception de dispositifs sectoriels par blocs de compétences vers une logique de développement social local concerté
2. Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, compatibilité des attentes ?
3. La prévention spécialisée et la commande publique. Quelles formalisations ?

C - Le point de vue de l'auteur

1. Sortir des ambiguïtés
2. Limiter les paradoxes, préserver les équilibres, dynamiser les synergies
3. Lancer une vraie réflexion sur les 21-27-30 ans en l'abordant comme une problématique à part entière
4. Considération générale

VI • Le partenariat ville/bailleurs

A - Présentation générale

1. *Historique du logement social en France (bailleurs privés/publics)*
2. *Le rôle institutionnel des bailleurs sociaux*
3. *Le rôle implicite des bailleurs sociaux et ses extensions*
4. *Historique des partenariats locaux avec les bailleurs sociaux*
5. *Les données des bailleurs sociaux disponibles en matière de sûreté urbaine pour les partenariats*

B - Mode d'emploi

1. *Qu'attendre du partenariat avec les bailleurs sociaux ?*
2. *Les attentes des bailleurs dans les partenariats locaux*
3. *Les structures d'échange*
4. *Les champs d'application et les territoires (mixité sociale)*
5. *Les modèles de bon fonctionnement des partenariats*

C - Le point de vue de l'auteur

1. *Les exemples récents qui fonctionnent*
2. *Les raisons d'espérer de nouvelles niches d'efficacité, les multipartenariats*
3. *Ne pas oublier l'impératif économique qui s'impose aux bailleurs*
4. *Les problématiques plus larges que la seule sûreté urbaine*

VII • Partenariat entre les communes, l'État et les forces de l'ordre

A - Présentation

1. *Programmes Petites villes de demain : principe*
2. *Les objectifs des contrats de sécurité*
3. *Une offre adaptée*

B - Les moyens propres dont les maires disposent

1. *Le maire : compétences et moyens (non exhaustifs)*
2. *La police municipale et environnementale*
3. *La vidéoprotection*
4. *La participation citoyenne*
5. *Le rappel à l'ordre*

C - Les réponses institutionnelles : le contrat de sécurité

1. *La gendarmerie nationale au cœur de ce programme*
2. *La police nationale engagée dans une stratégie locale de sécurité*

D - Pour les communes impliquées, quelques modèles utiles de fiches actions « sécurité »

1. *Fiche action 1 - Renforcer la coopération entre la police municipale et la gendarmerie et/ou la police nationale*
2. *Fiche action 2 - Développer un plan de lutte contre les infractions routières*

Annexe I : Modèle de délibération – Petites villes de demain – Convention partenariale avec la gendarmerie

Annexe II : Modèle de contrat de sécurité

VIII • Les réponses institutionnelles et partenariales à l'insécurité dans les transports

A - L'insécurité dans les transports : tentative d'état des lieux

1. *La situation dans le monde*
2. *La situation française*

B - La diversité des réponses adoptées pour faire face à cette insécurité

1. Les moyens légaux et réglementaires
2. Les moyens humains
3. L'apport de la prévention situationnelle dans la sécurité des transports publics

IX • Les réponses institutionnelles et partenariales à l'insécurité : concernant le rodéo urbain

Vers de nouvelles mesures

A - Contexte / Prémices du rodéo urbain

1. Le rodéo urbain : définition
2. Législation sur les rodéos urbains / Répression

B - Lutter enfin efficacement contre les rodéos urbains

1. Quelques mesures à mettre en place
2. Décret n° 2024-528 du 10 juin 2024 relatif au renforcement de la sécurité routière (plan lutte contre le rodéo urbain)
3. Rapport d'information publié le 29 avril 2026 : renforcer la lutte contre les rodéos motorisés

Annexe I : Circulaire relative à la saisie et la confiscation des véhicules dans le cadre des rodéos urbains

Le chapitre X a été supprimé.

XI • Le rôle des instances partenariales de prévention de la délinquance dans la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains

Préambule

1. Définition de la « traite des êtres humains »
2. Quelques données statistiques sur le phénomène
3. Le poids de l'exploitation sexuelle dans la traite des êtres humains

A - La lutte contre la traite humaine : une politique transversale en France

1. Le plan national de lutte contre la traite des êtres humains (2014-2016)
2. Le cadre national et réglementaire de la forme de traite la plus répandue : le proxénétisme et la prostitution

B - L'instance active de lutte contre la traite humaine : les instances de prévention de la délinquance – CDPD et CLSPD

1. L'implication du comité interministériel de prévention de la délinquance dans la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains
2. Les mesures du plan national de lutte contre la traite humaine soutenues par le conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD)
3. Le rôle du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) / conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) dans la prévention et la lutte contre la traite des humains

Annexe I : Pays d'origine des victimes selon les formes d'exploitation subies

Bibliographie

Annexe

Annexe I : Textes de référence

Partie 5. Les solutions techniques de services publics

I • La prévention situationnelle

Préambule

1. La définition de la prévention situationnelle
2. Les fondements criminologiques de la prévention situationnelle

A - Le modèle français de prévention situationnelle

1. La prévention situationnelle à travers l'histoire
2. Le modèle français de prévention situationnelle contemporain

B - L'implication des collectivités territoriales dans le champ de la prévention situationnelle

1. La ville de Lyon, pionnière dans le recours à la prévention situationnelle
2. La tranquillité publique au service de la qualité de l'aménagement de la ville de Nantes
3. La politique de tranquillité urbaine de la ville de Brest

Le chapitre II fera l'objet d'une prochaine mise à jour.

III • Conception urbaine et tranquillité des espaces publics

A - Présentation générale

1. Historique des tissus urbains et périurbains en France
2. Modèles de différents types de plans de villes
3. L'origine du mouvement moderne, l'exemple de Paris
4. Les différentes approches de la ville

B - La conception urbaine source de tranquillité publique ou de désordre social

1. Les nouveaux détournements d'espaces urbains
2. Pistes de travail urbain
3. Les moyens d'action pour lutter contre l'insécurité

C - Point de vue de l'auteur

1. Les erreurs urbaines connues
2. Penser la vie plutôt que les bâtis
3. Anticiper les détournements d'espaces pour mieux les canaliser
4. La sûreté dans la conception urbaine est différente de la « bunkerisation » des espaces

IV • Pour une nouvelle approche globale de la vidéoprotection

Préambule

A - Actualité juridique dans le champ de la vidéoprotection

1. La définition d'une onzième finalité autorisant l'implantation d'un système de vidéoprotection sur l'espace public
2. L'apport de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés
3. La décision du Conseil constitutionnel n° 2021-817 C du 20 mai 2021
4. L'apport de la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure.
5. La décision du Conseil constitutionnel n° 2021-834 DC du 20 janvier 2022

B - Une approche globale de l'outil vidéoprotection

1. Les aspects techniques de la vidéoprotection
2. Les moyens humains liés à la vidéoprotection

3. Les moyens organisationnels liés à la vidéoprotection
4. L'approche spatiale de la vidéoprotection
5. L'approche temporelle de la vidéoprotection : l'évaluation de son impact

C - Intelligence artificielle et vidéoprotection

Préambule

1. Intelligence artificielle, vidéoprotection : de quoi parle-t-on ?
2. L'encadrement légal de la vidéoprotection algorithmique
3. Les premiers enseignements de la vidéoprotection algorithmique : une évaluation mitigée

Conclusion

D - Avantages et limites de l'intelligence artificielle appliquée à la vidéoprotection

1. Avantages et inconvénients de la mise en place d'un tel dispositif
2. Références juridiques

Annexe I : Tableau récapitulatif des textes encadrant la vidéoprotection en France

Annexe II : Charte de bonnes pratiques d'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) au sein d'une commune ou d'un service public de proximité

Les chapitres V, VI et VII ont été supprimés.

VIII • La protection des bâtis

A - Des situations contrastées

1. Une réglementation de plus en plus contraignante
2. La sûreté et la sécurité : une cohabitation forcée
3. Les évolutions de la délinquance urbaine
4. Les évolutions de la responsabilité
5. Le devoir de conserver le patrimoine urbain

B - Évaluer la vulnérabilité avant d'agir

1. Évaluer les nouvelles menaces
2. Mesurer les risques
3. Évaluer l'adéquation des moyens de sûreté
4. Hiérarchiser les zones selon les risques
5. Déterminer les points faibles du patrimoine
6. Établir des priorités

C - Mettre en place des solutions

1. Le concept de protection
2. Principes de la lutte contre la malveillance
3. Élaborer les plans de traitement

IX • Cartographier les actes de délinquance

A - Préambule

B - Approche historique et criminologique de l'analyse géographique de la délinquance

1. Une brève histoire du Crime Mapping
2. Les fondements criminologiques de la cartographie de la criminalité

C - Les aspects pratiques de la cartographie de la criminalité

1. Les techniques d'analyse spatiale les plus couramment utilisées
2. Les typologies de cartes de représentation des faits de délinquance
3. Retour d'expérience de l'utilisation de la cartographie de la criminalité par les collectivités locales

Annexe I : Glossaire

X • Police municipale : comment l'optimiser ?

A - Missions et finalité d'un service de police municipale

1. Les missions de police administrative
2. Les missions de police judiciaire
3. Les nouveaux pouvoirs des policiers municipaux et la mise en œuvre de la transaction proposée par le maire en cas d'incivilité
4. Fiches annexes : nouvelles infractions relevant du décret n° 2007-1338 du 26 septembre 2007

B - Coordination et partenariats

1. Partenaires à mobiliser pour les actions de prévention
2. Nécessité de positionner un coordonnateur prévention/sécurité
3. Coordination avec les autres services municipaux
4. Exemples de coopération
5. Modalités de la coopération
6. La convention de coordination type intercommunale et communale entre la police municipale et la police nationale et/ou la gendarmerie nationale

C - Formation

1. Les principaux constats
2. Les besoins
3. Exemple d'approche d'une réflexion sur les objectifs d'une formation en matière de techniques professionnelles élémentaires en situation de danger
4. Cas particulier de la formation au tir
5. L'évolution de la filière police municipale

D - L'intercommunalité des polices municipales

1. Introduction
2. La législation autour des polices municipales intercommunales
3. Créer une police municipale intercommunale ?
4. La réorganisation nécessaire des services de sécurité publique
5. Évolution statutaire de la police municipale intercommunale : l'apport de la loi du 12 mai 2009

E - La loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure LOPPSI 2

1. Rappel : la loi LOPSI première version
2. LOPPSI 2 : nouveautés et projets
3. La loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, dite « LOPPSI 2 », publiée au JO du 15 mars 2011

F - L'approche générale de la législation relative aux armes chez les policiers municipaux

1. Introduction : le Code de la sécurité intérieure (CSI)
2. Le livre V du CSI : les « polices municipales »
3. Le cadre judiciaire de l'arme
4. L'utilisation d'un animal comme arme
5. Le cadre général : la législation relative à l'autorisation, à la détention, au port et au transport des armes
6. Les critères de classement de la législation des armes
7. Élaboration d'une charte sur l'utilisation des armes

G - Les dispositions spécifiques à l'armement des agents de police municipale

1. Le cadre légal de l'armement des agents de police municipale : le livre V du Code de la sécurité intérieure
2. Les armes de dotation de l'agent de police municipale
3. Les conditions pour autoriser l'armement de service
4. Les obligations en matière de formation au maniement des armes

5. Les règles d'usage des armes
6. Les spécificités concernant le pistolet à impulsions électriques (PIE)
7. Les spécificités du lanceur de balles de défense

H - L'élaboration d'un règlement intérieur

1. Généralités
2. Modèle de règlement de police municipale

I - La brigade cynophile en police municipale

1. Le décret n° 2024-1116 du 4 décembre 2024 relatif aux brigades cynophiles
2. Mise en place de la brigade cynophile

Annexe I : Tableau récapitulatif du classement des matériels de guerre, armes et munitions (article R.311-2 du CSI)

Annexe II : Les policiers municipaux à l'heure de l'armement

Annexe III : Modèle de délibération – Création d'une brigade cynophile

Annexe IV : Modèle de convention relative au chien de patrouille en brigade cynophile

Annexe V : Règles régissant l'organisation des brigades cynophiles de police municipale

XI • Le numérique au service des citoyens et des collectivités territoriales

A - Introduction

B - Le numérique au service du management des nuisances : vers un citoyen acteur des services de proximité ?

1. La lutte contre les nuisances et participation citoyenne : une pratique ancienne
2. Signaler une nuisance en quelques clics
3. Améliorer la gestion des nuisances

C - Enjeux de la coconstruction des politiques publiques

1. Le numérique : vecteur de proximité avec les citoyens ?
2. Adapter la gestion du service public

D - Le procès-verbal électronique, nouveau système de dispositif dématérialisé

1. Principes du PV électronique
2. Conditions techniques du PVe
3. Paiement immédiat des amendes forfaitaires des contraventions constatées par PVe
4. Rapport 2014 de la Cour des comptes : bilan

E - La dépenalisation du stationnement : nouveau système de dématérialisation du stationnement

1. Les prémices de cette réforme
2. L'organisation du contrôle de la redevance et de l'émission de l'avis de post-stationnement minoré de la redevance payée
3. Les modes de gestion du forfait de post-stationnement (FPS)
4. Le contrôle du stationnement payant par système de lecture automatique de plaques d'immatriculation (LAPI)

F - L'équipement numérique porté par les agents de police municipale, la « caméra piéton »

1. Contexte
2. Caméras piétons : un outil qui a fait ses preuves
3. Procédure à mettre en place en vue d'utiliser les caméras piétons
4. Modalité d'utilisation/finalités
5. Caméra piéton : recommandation de la CNIL

Annexe I : Glossaire/dépénalisation

Annexe II : Modèle de contrat de prestation de services - Contrôle de stationnement payant sur voirie

Annexe III : Les principaux textes de référence

Annexe IV : Mise en œuvre – Modèles de documents

Annexe V : Textes législatifs – Références CNIL

Conclusion

Glossaire général

Bibliographie

